

Recherches sociographiques



Marcel FOURNIER, Yves GINGRAS et Othmar KEEL (dir.),
Sciences et médecine au Québec, perspectives sociohistoriques

Jacques Bernier

Volume 29, Number 2-3, 1988

Le monde rural

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056390ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056390ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bernier, J. (1988). Review of [Marcel FOURNIER, Yves GINGRAS et Othmar KEEL (dir.), *Sciences et médecine au Québec, perspectives sociohistoriques*]. *Recherches sociographiques*, 29(2-3), 488–490. <https://doi.org/10.7202/056390ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1988

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

La transparence de la démarche mérite d'être soulignée. Les auteurs multiplient les renvois et gardent le lecteur en relation constante avec les bases documentaires de l'analyse, en plus de fournir une « bibliographie sommaire » quand même assez détaillée où se retrouvent les références essentielles des thèmes et sous-thèmes abordés.

S'il apporte une bonne mise à jour des connaissances, cet ouvrage ne propose cependant pas une relecture du passé de la ville de Québec. Les auteurs suivent d'assez près le modèle d'analyse de Raoul Blanchard : l'histoire est observée à partir de la géographie du site, des rythmes de l'activité portuaire et de l'immigration, et de l'évolution des fonctions urbaines. Ils n'ont d'ailleurs pas la prétention d'avoir révolutionné l'approche, et accordent en somme peu d'attention à la mise en perspective et à la discussion des résultats de leur étude. On s'étonne tout de même, dans un ouvrage de cette envergure, du caractère laconique de l'avant-propos où les auteurs n'exposent que très vaguement l'orientation de leur contribution et ne disent rien des principales lacunes de l'historiographie. Les conclusions de chaque chapitre se limitent par ailleurs à un résumé des points saillants, et la conclusion générale ne fait que répéter la même démarche. Le livre s'apparente donc sous ces aspects à un manuel dans lequel on a préféré insister sur la description approfondie et rigoureuse des temps qui ont marqué la formation d'un espace urbain et l'existence de sa population. Les chercheurs y puiseront une abondance de renseignements complémentaires à leurs travaux, ou encore une base comparative pour entreprendre les monographies tant attendues sur le XX^e siècle.

Pierre POULIN

*Département d'histoire,
Université Laval.*

Marcel FOURNIER, Yves GINGRAS et Othmar KEEL (sous la direction de), *Sciences et médecine au Québec, perspectives sociohistoriques*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1987, 210p.

Ce livre réunit six études sur la vie médicale et scientifique au Québec, principalement durant la seconde moitié du XIX^e siècle. Les deux premiers portent sur le clergé et le développement de l'enseignement des sciences appliquées. Dans un texte intitulé « Le discours sur l'enseignement pratique au Canada français, 1850-1900 », Robert GAGNON montre les difficultés rencontrées par P.J.O. Chauveau, J.-B. Meilleur, H. Larue, G. Ouimet, U.-E. Archambault, et d'autres lorsqu'ils ont voulu réformer l'enseignement des sciences au XIX^e siècle. Gagnon remarque que, malgré son influence, le discours prônant l'instauration d'un enseignement scientifique et technique ne donna lieu à aucune réforme importante. À son avis, cela tient avant tout au monopole que détenait le clergé sur les collèges classiques et les universités. Non seulement le clergé estimait que l'enseignement des sciences pratiques n'était pas de son ressort, mais il craignait que les changements qu'il aurait fallu apporter pour mettre sur pied ce type d'enseignement ne s'avèrent un cheval de Troie.

Richard JARRELL traite du discours ultramontain à l'endroit des sciences au Québec. Il explique que les ultramontains n'étaient pas opposés à l'enseignement des matières scientifiques, mais qu'ils ne lui accordaient pas la même importance que les milieux canadiens-anglais. À leurs yeux, la culture scientifique faisait avant tout partie de la culture générale, au même titre que l'histoire ou la musique, alors qu'elle avait des visées beaucoup plus pratiques en milieu anglophone. Cette étude et la précédente sont donc complémentaires. Il est dommage que les auteurs n'aient pas cherché à faire des rapprochements entre leurs constatations et d'autres aspects du problème de l'enseignement technique à l'époque. Peut-on penser, par exemple, que le clergé serait arrivé à garder son emprise sur l'éducation si les entrepreneurs francophones avaient été plus nombreux et s'ils étaient eux-mêmes intervenus pour demander des écoles (en fait, Chauveau, Meilleur et les autres n'étaient pas des industriels ou des hommes d'affaires)? Les auteurs ne font pas de relations non plus avec ce qui peut être un autre élément du problème : le caractère unilingue des entreprises anglophones et de plusieurs ministères tant provinciaux que fédéraux. On aurait aimé avoir leur point de vue sur les liens qu'il y a eu entre le lent développement de ce type d'écoles et les conditions d'insertion et d'avancement des francophones dans ces milieux anglophones. Enfin, on sait que l'échec de l'enseignement pratique ne fut pas total. Plusieurs écoles d'agriculture et de commerce ont été créées au milieu du XIX^e siècle, et elles recrutaient des étudiants. De plus, ce sont souvent des prêtres ou des religieux qui les avaient fondées. Pourquoi alors des développements dans ces secteurs et non pas dans les autres? En somme, les causes de ce retard semblent dépasser le cadre étroit des écoles et du clergé.

Yves GINGRAS, dans une contribution intitulée « La réception des rayons X au Québec : Radiographie des pratiques scientifiques », présente l'attitude de deux milieux (McGill et Laval) face à cette découverte, en montrant les usages qu'on en a faits de part et d'autre. À McGill, elle suscita tout de suite des nouvelles recherches, notamment sur les propriétés physiques des rayons X ; à Laval, M^{re} Laflamme mit essentiellement l'accent sur la diffusion et la vulgarisation du phénomène. La comparaison est intéressante et montre bien l'écart entre les deux établissements. Toutefois, je me demande si le Département de physique de McGill n'était pas, à l'époque, une exception au Canada, et même en Amérique, tant sur le plan des équipements et des ressources financières que sur celui du personnel.

Suit une très bonne analyse, par Michael FARLEY, Peter KEATING et Othmar KEEL, du mouvement de résistance à la vaccination dans la seconde moitié du XIX^e siècle. La variole constituait, à l'époque, une des grandes causes de mortalité. L'épidémie de 1885-1886 causa plus de trois mille décès à Montréal seulement. Or, une forte partie de la population ne voulait pas se faire vacciner, et ce, surtout en milieu francophone. Jusqu'ici, on pensait que cette résistance pouvait être reliée à une méconnaissance de la vaccination et à certains préjugés. Les auteurs rappellent d'abord que ce phénomène ne fut pas propre au Québec, mais qu'on le retrouvait également en Suisse, en Angleterre, en Allemagne et ailleurs. Ici comme là-bas, l'opposition ne portait souvent pas sur la vaccination elle-même mais sur son caractère obligatoire et sur la manière intempestive de l'appliquer. Enfin, la vaccination faisait peur parce qu'on craignait la transmission de certaines maladies (comme la gale, la syphilis, etc.) et parce qu'on doutait, dans certains cas, de la qualité de la lymphé. Le leader de ce courant à Montréal, le docteur E. Coderre,

aurait lui-même perdu deux enfants par la vaccination. En plus d'être éclairant, ce texte est bien documenté et très agréable à lire.

L'article de G. WEISZ révèle des faits tout à fait nouveaux sur l'origine géographique et le lieu de pratique des étudiants en médecine, au Québec, de 1834 à 1939. L'auteur consacre avec raison une partie importante de son texte à la Faculté de médecine de McGill qui occupe, à l'époque, une place vraiment spéciale par rapport aux autres facultés de médecine, non seulement du Québec mais du Canada. Le livre se termine par une étude de Marcel FOURNIER sur l'Institut du cancer de Montréal de 1947 à 1980. On y présente un volet peu connu de l'histoire de cet organisme, celui des problèmes qu'il a rencontrés pour se faire une place entre l'université et l'hôpital, et pour rester compétitif dans le monde de la recherche médicale.

En somme, ce recueil aborde des aspects importants de l'histoire des sciences et de la médecine au Québec, et présente des pistes de recherche valables. Il constitue, pour ces raisons et à cause des apports particulièrement originaux de certains textes, un livre utile à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de ces disciplines.

Jacques BERNIER

*Département d'histoire,
Université Laval.*

Jean-Pierre GAGNON, *Le 22^e bataillon (canadien-français), 1914-1919. Étude sociomilitaire*, Québec, Les Presses de l'Université Laval (en collaboration avec le Ministère de la défense nationale et le Centre d'édition du gouvernement du Canada) 1986, 460p.

Au cours de la Grande Guerre, une unité militaire fut créée spécialement à l'intention des francophones : le 22^e bataillon. Comme les Voltigeurs de Salaberry, ce bataillon est entré dans la légende avec son commandant et inspirateur, le Saguenéen Thomas-Louis Tremblay. Sous cet angle, le livre de Jean-Pierre Gagnon présente déjà un intérêt certain. Mais il se recommande aussi à d'autres titres. D'abord, « c'est le premier ouvrage d'histoire officielle du Canada rédigé en français », comme le souligne la note liminaire de W.A.B. Douglas. Admettons que ce n'est pas trop tôt, pour un pays trois fois centenaire et dont le français, parlé par plus de six millions de citoyens, est une des deux langues officielles.

Agir comme historien agréé comporte d'immenses avantages que pourraient envier les historiens « ordinaires », ces artisans qui doivent fonctionner bien souvent avec des moyens de fortune. L'auteur a su tirer profit des multiples ressources à sa disposition pour édifier une œuvre de qualité. Quant à l'édition du livre, elle est le fruit de la collaboration des Presses de l'Université Laval, du ministère de la Défense nationale et du Centre d'édition du gouvernement du Canada. Que voilà du fédéralisme culturel et rentable ! Aussi le livre se présente-t-il sous une enveloppe matérielle irréprochable.

L'ouvrage débute par un survol historiographique des études réalisées sur la participation canadienne à la Première Guerre mondiale. Elle a été abordée sous